

WALIS, CHEFS DE DAÏRA,

Peuvent-ils devenir des

Cette question se pose plus particulièrement au sujet des responsables locaux, les walis, les chefs de daïra, les présidents d'APC et leurs collaborateurs. C'est d'eux que dépend le succès ou l'échec des tentatives faites par les pouvoirs publics pour relancer, sur le plan local, les investissements. Ces derniers qui sont faibles à l'heure actuelle risquent de diminuer à la suite de la baisse des ressources financières, baisse provoquée par la chute du prix du pétrole.

Le gouvernement a eu raison de réunir les walis et d'insister auprès d'eux pour qu'ils se mobilisent et accomplissent leurs différentes missions d'une manière plus engagée, plus énergique. Ils sont notamment invités à intervenir, avec les autres responsables locaux, plus efficacement auprès des hommes d'affaires et à les encourager à investir. Chacun des walis est censé bien connaître les potentialités de sa wilaya, être sur le terrain en contact avec la population et disponible pour aider ceux qui ont des projets à réaliser et inciter ceux qui ont des moyens financiers à les investir.

Ces initiatives provenant des responsables locaux et des particuliers donneront certainement un élan aux activités économiques. Cependant, il est préférable que ces initiatives se déroulent dans le cadre d'un plan de développement de la wilaya.

Après la réunion, la presse fait état de multiples actions menées par des walis dans différents domaines. Ils organisent des rencontres pour mieux faire connaître les dispositions destinées à faciliter et à soutenir les investissements. Ils tiennent des séances de travail qui regroupent les membres de l'exécutif et les présidents d'APC.

Des instructions sont données aux uns et aux autres pour assurer leurs fonctions d'une manière plus satisfaisante. Ils font également des visites de chantiers pour accélérer l'achèvement des projets et prennent des engagements pour traiter les demandes d'investissement en instance. Pour que ce sursaut salutaire continue à donner des résultats et ne se réduise pas à un feu de paille, plusieurs mesures sont à prendre, notamment par le gouvernement :

1- Le climat des affaires dont l'amélioration est un préalable à la relance des activités constitue une préoccupation à l'heure actuelle pour les opérateurs. Ces derniers, qu'ils soient du secteur privé ou public, se plaignent de la bureaucratie et des obstacles qui freinent toute progression. Des hommes d'affaires ne cessent de dénoncer le blocage de leurs projets d'investissement.

Récemment, un nouveau wali a déclaré, selon la presse, qu'il a trouvé dans les services plus de 900 dossiers relatifs à des investissements qui sont restés sans suite, certains d'entre eux datent de plusieurs années. Pourquoi ne pas mettre fin à cette situation inacceptable en promulguant une réglementation claire, à faire impérativement respecter ? Une

réglementation qui précise que toute demande d'investissement recevra, au terme d'une période déterminée (un, deux mois ou plus), une réponse, qu'elle soit positive ou négative.

Dans ce dernier cas, des justifications seront fournies à l'appui de la réponse. Une telle mesure permettra de combattre le laxisme, l'incurie, l'arbitraire de certains responsables ainsi que la tendance à céder à la prévarication et à la corruption. Ces mêmes règles seront appliquées aux modalités de paiement concernant les situations de travaux exécutés pour le compte des administrations centrales, locales et pour le compte des organismes publics.

Les retards excessifs et souvent injustifiés pour effectuer le règlement des situations en cause, mettent beaucoup d'entreprises en difficulté et accablent même certaines d'entre elles à la faillite. Afin que la réglementation proposée soit plus transparente, des informations comportant des données relatives au nombre de projets soumis, au nombre de ceux qui sont approuvés et ceux qui sont rejetés devraient être régulièrement publiées.

Parmi les projets retenus il y a lieu d'indiquer le nombre de ceux qui sont mis en exécution et de ceux qui sont achevés ainsi que leurs impacts.

La mise en place de procédures précises, connues de tous facilitera les relations entre les citoyens et les différentes administrations. Elle obligera également les fonctionnaires et les employés de tous rangs à mieux prendre soin des dossiers qui leur sont soumis, à les traiter dans les délais fixés et empêchera, en même temps, le recours à des pratiques douteuses.

2- D'un autre côté, il est peu probable que tous les walis et les autres responsables locaux fournissent les mêmes efforts pour assurer le développement de leurs régions respectives. Certains se montreront plus dynamiques, plus efficaces que d'autres.

En vue de les emmener tous à effectuer les tâches jugées nécessaires pour faire avancer les choses, il serait indiqué de préparer **une feuille de route** qu'ils devront suivre et appliquer. La feuille de route précisera les tâches en question, indiquera, à titre d'exemple, la périodicité des réunions à organiser avec les responsables de l'exécutif de la wilaya, les chefs de daïra, les présidents d'APC et les rencontres à tenir avec les hommes d'affaires.

Elle fixera également la périodicité des déplacements à faire pour suivre l'état d'avancement des travaux relatifs aux projets, les visites de contrôle à effectuer par les membres de l'exécutif dans leurs domaines respectifs, les comptes rendus à fournir, etc. La feuille de route sera établie par le ministère de l'Intérieur en concertation avec les autres ministères et les walis et fera l'objet d'un suivi de la part de ses services.

3- Les initiatives provenant des responsables locaux et des particuliers donneront certainement un élan aux activités économiques. Cependant, il est préférable que ces initiatives se déroulent dans le cadre d'un plan de développement de la wilaya. Le plan établi en tenant compte des potentialités existantes dans tous les domaines mentionnera les branches où il convient d'intervenir et orientera ainsi les actions à mener. Il permettra, en outre, de suivre l'état d'exécution des programmes retenus, de mesurer les progrès réalisés et de faire ressortir les lacunes à corriger.

4- Il est à noter toutefois que des doutes existent malheureusement quant à l'aptitude des responsables locaux à mener à bien les missions qui leur sont confiées. Vont-ils être capables de promouvoir les investissements, de découvrir des entrepreneurs, de les accompagner, de les encourager, d'enlever les obstacles qui les handicapent, et ce, d'une manière sérieuse et continue ? Sauront-ils mettre de l'animation dans les activités qui créent des richesses, réduisent la pauvreté, le chômage et amélioreront le niveau de vie des populations ? Les doutes en question sont le produit de l'état de délabrement et d'anarchie dans lequel se trouvent toutes les agglomérations presque sans exception. Partout on constate des chaussées défoncées, des trottoirs dénivélés, des rues sans nom, des ordures répandues même dans le centre des villes, l'absence de feux pour régler la circulation, etc. Des quartiers entiers sont construits sans le respect des règles les plus élémentaires de l'urbanisme, d'autres sont livrés à eux-mêmes et se transforment en lieux où prolifèrent de nombreux fléaux (vente de drogues, écoulement d'objets volés, etc.) et où règne l'insécurité. Une campagne a été engagée pour réaliser des marchés couverts ; une fois achevés, certains sont à l'abandon, d'autres sont occupés.

Etant donné la situation décrite ci-dessus, la population se demande si des tâches ordinaires et souvent simples ne sont pas prises en charge correctement, comment des actions plus complexes qui requièrent un savoir-faire, de l'engagement, de la persévérance, de l'intégrité, le rejet de l'attrait de l'affairisme pourraient-elles être accomplies d'une manière satisfaisante ?

Parmi ces derniers, quelques-uns sont dans un état de saleté repoussante. Entre-temps, le commerce informel s'installe en toute liberté là où il y a un espace libre, empêche les négociants qui sont en règle de travailler, gêne le déplacement des piétons, la circulation des voitures et perturbe les habitants des alentours. D'autre part, des produits alimentaires sensibles tels que le pain, le fromage, le poisson, les dattes sont vendus sur les trottoirs ou au bord des routes sans déranger personne.

Des zones industrielles où activaient plusieurs entreprises publiques, nationales et locales ont été désertées après la liquidation massive de ces entreprises. Elles sont restées longtemps à l'abandon, en train de se dégrader puis elles ont été, petit à petit, occupées pour servir de dépôts à des marchandises importées et de parkings pour des bus et des

Par Badreddine Nouioua, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie



camions. Par contre, on n'arrête pas de déplorer paradoxalement le manque de terrains fonciers.

Tout le monde sait que les carences et les insuffisances dans la plupart des domaines sont nombreuses au niveau local. Pourtant dans chaque wilaya se trouvent, en plus du wali, des chefs de daïra, un exécutif comprenant des directions (agriculture, industrie, commerce, santé, urbanisme...) représentant les différents ministères. Comme il existe au niveau de chaque commune un président d'APC avec des élus disposant de structures administratives.

Quant aux services de sécurité, ils sont implantés en nombre dans les principaux endroits.

Tous ces responsables sont dotés de l'autorité et des pouvoirs nécessaires pour exercer leurs fonctions.

Le manque de ressources financières ne peut être avancé, du moins pas dans tous les cas, pour excuser le nombre élevé des insuffisances.

En effet, le développement local a toujours bénéficié d'une part importante des fonds de l'Etat et les budgets des différentes instances locales ont été renfloués par les mêmes fonds d'une manière régulière. Etant donné la situation décrite ci-dessus, la population se demande si des tâches ordinaires et souvent simples ne sont pas prises en charge correctement, comment des actions plus complexes qui requièrent un savoir-faire, de l'engagement, de la persévérance, de l'intégrité, le rejet de l'attrait de l'affairisme pourraient-elles être accomplies d'une manière satisfaisante ?

5- Il est certain que les agissements et les comportements d'une grande partie des citoyens, qu'ils soient de condition modeste ou fortunés, vont souvent à l'encontre d'une bonne gestion des collectivités locales et ne contribuent pas à leur développement effectif.